

STRUCTURES SOCIALES ET DYNAMIQUE DES CONFLITS
Intervention de Christian Dubois

PLAN DE L'INTERVENTION

I - LA STRATIFICATION SOCIALE

A - LES DEBATS TRADITIONNELS ET LE PROBLEME DE LA CLASSIFICATION

1) La distinction entre l'approche réaliste des classes sociales de Marx et l'approche nominaliste de Weber

2) Strates et élites : de Tocqueville à Warner

3) Le problème de la classification

B - Les théories modernes des classes sociales

1) La tradition marxiste et son dépassement

2) La redéfinition des perspectives en termes de classe sociale

C - Les visions alternatives et leurs limites

1) Les approches alternatives à l'analyse en termes de classes sociales

2) Les limites des approches en termes de dépassement des classes sociales

II - La dynamique des conflits

A - Les enjeux sociologiques liés à l'action collective, aux conflits et aux mouvements sociaux

1) Les théories de l'action collective

2) La sociologie des conflits

3) La sociologie des mouvements sociaux

B - Conflits du travail et lutte des classes

1) Les conflits du travail, traduction de la lutte des classes

2) Le mouvement ouvrier comme mouvement social central

3) L'institutionnalisation des conflits du travail et du mouvement ouvrier

C - La diversification des conflits dans la société contemporaine

1) Les nouveaux mouvements sociaux

2) Les NMS et le dépassement de la modernité

3) Conflictualité et incertitude dans la société actuelle

Ce thème articule des points du programme de première (tout ce qui concerne la stratification sociale mais aussi le rôle des conflits dans la régulation sociale) à la partie consacrée aux conflits en terminale. L'intitulé du thème comporte une expression largement utilisée dans le vocabulaire sociologique, celle de « structures sociales » que Boudon juge particulièrement floue. C'est d'abord cette expression que l'on va essayer de clarifier avant de voir le lien avec les conflits sociaux.

De façon générale, le concept de « structure » renvoie à l'existence de différents éléments et à leurs relations (la structure des activités productives renvoie à trois éléments de base, les secteurs d'activité et à leurs relations, notamment leur importance respective et leur articulation). Les éléments et les relations retenus lorsqu'il s'agit de la société sont variés. Les éléments peuvent se fonder sur des différenciations de caractère économique (profession, revenus...), culturel (religion, valeurs, styles de vie...), politique (dirigeants/dirigés...), biologique (âge, sexe...), parentale (famille, parentèle...). Il y a un débat entre une vision en termes de structures données, c'est-à-dire institutionnalisées comme la famille, les catholiques, les castes et une vision mettant l'accent sur le processus de structuration à travers les relations sociales par lesquelles des éléments a priori disparates vont se constituer en structures (cf. sociologie des réseaux, interactionnisme). En articulant les

deux perspectives, il est possible de dégager des enjeux de construction/déconstruction continue des structures sociales et de leurs relations (cf. classes sociales) qui ne portent pas seulement sur une connaissance de la société mais aussi sur les représentations et les actions, c'est-à-dire l'institutionnalisation/désinstitutionnalisation des structures sociales on retrouve les conflits et les relations de pouvoir. Il est en effet possible de donner une classification rudimentaire des relations sociales : elles peuvent être marquées par la domination d'un élément sur l'autre (c'est-à-dire que le premier est en mesure d'imposer des actions, des représentations...à l'autre), elles peuvent être complémentaires, elles peuvent être antagoniques et bien sûr se combiner au point qu'on peut se ramener à deux pôles : la complémentarité et le conflit puisque ce dernier a toutes les raisons de se fonder sur un rapport de pouvoir jugé non légitime. Le conflit apparaît ainsi comme une des modalités des relations dans les structures sociales, une source de leur évolution ce qui justifie de rapprocher structures sociales et dynamique des conflits.

On peut avoir une approche centrée sur les individus comme éléments de base (approche microsociologique comme dans la famille) ou sur des groupes (approche macrosociologique comme dans la religion). Le choix fait ici, en conformité avec ce qui est au programme de SES, est de privilégier l'approche par les groupes et même plus précisément ceux qui se donnent à voir dans une perspective hiérarchique parce que c'est justement dans un contexte de relations jugées injustement inégalitaires que risquent de se développer les conflits comme forme majeure de l'action collective. En se limitant à la stratification comme mode de structuration de la société et au conflit comme mode de relations, on est évidemment invité à chercher un lien fort entre les deux : la stratification débouche-t-elle nécessairement sur le conflit ? Le conflit social procède-t-il nécessairement de la stratification ?

On verra donc successivement la stratification sociale puis la dynamique des conflits

I - LA STRATIFICATION SOCIALE

La stratification sociale se définit de deux façons. Au sens le plus large, elle désigne **le classement des individus selon la position hiérarchique occupée dans la société à partir d'un critère** (peuvent être retenus toutes sortes de critères). Il faut seulement que la position soit hiérarchique c'est-à-dire implique une répartition inégale des ressources (argent, pouvoir...). La stratification peut se construire sur une base économique, culturelle, biologique... Au sens étroit, elle désigne une **approche sur une base économique alternative à l'approche en termes de classes sociales qui insiste sur le poids relatifs de groupes nettement distincts et potentiellement antagoniques** (on opposera strates et classes sociales). Ici on retient le sens le plus large comme terme commode pour désigner de la façon la plus neutre la hiérarchie sociale, sachant qu'elle est tout de même appréhendée au plan économique.

On verra successivement les débats traditionnels autour de la représentation de la stratification sociale puis les théories modernes des classes sociales avant de voir les représentations alternatives et leurs limites.

A - LES DEBATS TRADITIONNELS ET LE PROBLEME DE LA CLASSIFICATION

Avant d'aborder les difficultés de construction d'une classification opératoire du point de vue statistique, on se centrera sur la discussion autour du concept de « classe sociale » qui, selon François **Dubet**, comporte trois dimensions : **1) des critères économiques de définition de la position sociale (place dans le processus productif, relations de marché et ressources économiques) ; 2) communauté de vie qui détermine une**

conscience et une identité collective ; 3) une dynamique sociale et un projet fondés sur le partage d'une expérience, d'intérêts et d'antagonismes (une caractéristique de la classe est donc de se construire de façon continue : elle n'est pas une structure figée mais s'inscrit dans une dynamique de structuration). On distinguera les traditions qui se réfèrent, même de façons très différentes, au concept et celles qui tendent à s'en éloigner pour terminer par l'examen des problèmes empirique liés à la classification.



1) La distinction entre l'approche réaliste des classes sociales de Marx et l'approche nominaliste de Weber

L'analyse que fait **Marx** des classes sociales est le passage obligé de toutes les approches sociologiques de la stratification, implicitement ou explicitement c'est par rapport à elle qu'elles se situent. Marx ne prétendait pas avoir fondé le concept de classe sociale il considérait simplement lui avoir donné un statut scientifique. Qu'en est-il ? Il faut distinguer les caractéristiques qui font de la classe un groupe réel et celles qui renvoient à leur inscription dans l'évolution de la société.

Les classes sociales se fondent sur la place occupée par différentes catégories de personnes dans la **production** qui donne lieu à établissement de rapports sociaux particuliers ce sont les **rapports de production**. Les rapports de production évoluent parallèlement aux changements des **forces productives** (notamment aspect technique de la production) au sein d'un **mode de production** ; c'est ainsi que, dans le mode de production capitaliste associé au machinisme, les rapports de production sont des rapports salariaux (le prolétaire vend sa force de travail au capitaliste) et se caractérise par l'apparente liberté contractuelle des deux protagonistes mais, en réalité le prolétaire est obligé de vendre sa force de travail à un prix inférieur à la valeur de son travail, ce rapport est un **rapport d'exploitation**.

Une classe sociale ne renvoie pas seulement à une position objectivement commune partagée par un grand nombre d'individus dans la production mais elle est nécessairement un acteur de la société, c'est-à-dire qu'elle intervient concrètement sur son fonctionnement, elle constitue même l'acteur principal sinon exclusif. Il faut donc distinguer **classe en soi** (la classe objective, acteur potentielle) et **classe pour soi** (la classe qui agit pour défendre ses intérêts), le passage de l'une à l'autre se fait par l'acquisition progressive d'une **conscience de classe**, la classe véritable est la classe pour soi (« il n'y a pas de classe sans conscience de classe »).

Les rapports entre les classes fondamentales (c'est-à-dire qui caractérisent un mode de production) sont nécessairement antagoniques puisque les inégalités de pouvoir, de richesses se fondent sur l'appropriation du travail de la classe dominée par la classe dominante, c'est-à-dire une spoliation.

Ces trois dimensions font que, pour Marx, la classe est un **groupe réel**, acteur central de la société, qui détermine l'ensemble des conduites sociales et donc l'ensemble des caractéristiques sociales des membres d'une société (l'appartenance de classe détermine par exemple les opinions politiques, les croyances, les valeurs morales...).

Marx distingue, dans son analyse, la perspective théorique et la perspective historique. Lorsqu'il analyse un mode de production, il dégager l'essentiel des rapports de production qui y règnent et de la dynamique (dialectique) qui le sous-tend. Mais l'observation empirique montre une plus grande complexité dans la structure sociale, il distingue donc la **formation sociale** du mode de production, la société concrète en train de se faire. Plusieurs modes de production (avec les classes afférentes) peuvent exister simultanément mais il y a un mode de production dominant dans la formation sociale. Il ne correspond pas forcément à l'activité la plus importante quantitativement mais à celle qui

porte l'évolution historique (en 1848, la production agricole représente plus que la production de l'industrie manufacturière mais c'est le capitalisme qui est le mode de production dominant parce que c'est un progrès par rapport au mode de production dit marchand ou artisanal qui caractérise l'agriculture). Le mouvement d'ensemble de la société conduit à la régression progressive des classes qui ne rattachent pas au mode de production dominant pour tendre vers une structure à deux pôles antagoniques (disparition des petits paysans et des artisans, gonflement du prolétariat), c'est la **polarisation** des classes sociales.

Weber qui, tout en reconnaissant la pertinence des analyses de Marx, cherche à en dépasser la vision holiste et systématique. Il reconnaît que toute société est potentiellement conflictuelle parce qu'il existe des ressources rares (à commencer par le pouvoir) qu'individus (et éventuellement groupes) cherchent à s'approprier au détriment des autres ; l'état d'une société laisse ainsi apparaître des hiérarchies plus ou moins acceptées qui, pour Weber, ne se réduisent pas à la seule dimension économique. En effet, son approche est tridimensionnelle, les caractéristiques de la stratification changent selon le domaine social ordonné dans lequel on se situe.

L'ordre économique concerne les processus de distribution et d'utilisation des biens et services (en gros la richesse) et les individus se situent par rapport à cet ordre en fonction de leur probabilité d'accès aux biens (il y a donc une dimension de durée) et c'est cette probabilité qui définit ce que Weber appelle une **situation** de classe, le regroupement de situations de classe analogues définit **la classe sociale**. Cette vision est nominaliste en ce que ce regroupement ne se transformera qu'éventuellement en une communauté mais, même sans cela, le concept de classe sociale est utile pour comprendre le comportement des acteurs. La classe sociale repose sur deux critères complémentaires : la possession (vision assez traditionnelle) mais aussi sur la capacité à valoriser sa position productive sur le marché ; en d'autres termes l'accès aux biens dépend de la situation initiale de l'individu (chef d'entreprise par exemple) et du mécanisme de sélection par le marché (qui touche aussi les salariés). L'ordre économique est régi par les mécanismes du marché.

L'ordre social (qu'on devrait plutôt appeler socio-culturel) concerne les processus de distribution de l'honneur et du prestige ; celle-ci conduit à une stratification en **groupes statutaires** qui se déclinent sur une échelle de valeurs. Ils sont marqués par des liens d'intégration forts nécessaires pour défendre leur position statutaire et leur prétention à la légitimer (prêtres, intellectuels...), il s'agit donc ici d'une donnée réelle qui est plus ou moins active selon les circonstances. Les groupes de statut se fondent sur des critères comme la naissance, l'instruction, le style de vie et sur la considération reconnue par autrui (légitimation). Leur logique est hors marché et renvoie au système culturel.

L'ordre politique concerne la distribution de la capacité d'influence sur les actions communes (Etat) ; celle-ci conduit à une stratification sur la base d'appartenance à des **partis**, à des groupes ou à des mouvances politiques qui renvoient aux autres stratifications ou à des croyances abstraites (philosophiques, religieuses...) qu'on peut assimiler à des idéologies.

Les trois ordres de stratification sont le plus souvent en relations mais pas de façon mécanique, il y a donc un problème de non congruence des stratifications (une position élevée dans un ordre ne garantit une position élevée dans un autre). Et, si l'ordre économique est la caractéristique originale des sociétés modernes, c'est l'ordre statutaire qui est le plus effectif, qui pèse le plus sur la société parce qu'il se base sur des regroupements réels (des communautés) alors que les classes sociales peuvent n'être que des potentialités.

L'analyse que donne Weber de la stratification est donc plus complexe que celle de Marx en mettant l'accent sur les enjeux symboliques des tensions sociales (processus de légitimation) à côté des enjeux économiques et politiques et l'ouverture qu'introduit la concurrence éventuelle entre les différents ordres. Les classes sociales sont reconnues comme

outil d'analyse sociologique mais elles n'ont aucune prééminence. L'analyse webérienne peut être vue comme une transition vers des approches beaucoup plus réticentes vis-à-vis du concept de classe sociale.

↑ 2) **Strates et élites : de Tocqueville à Warner**

Tocqueville est l'auteur d'une affirmation qu'on pourrait tout aussi bien attribuer à Marx : « Seules les classes doivent occuper l'histoire ». Son analyse sociologique est effectivement fondée sur en termes de classes. Les classes sociales qu'il ne définit jamais associent une dimension économique, une dimension socioculturelle (tradition, manières de penser, conscience d'appartenance) et une dimension politique. Dans la société aristocratique, les trois aspects se recouvrent comme le montre l'exemple de l'aristocratie : classe possédante, classe consciente d'elle-même et de son excellence en termes de valeurs, classe exerçant le pouvoir. Le passage progressif à la société démocratique dissout cette congruence : l'aristocratie devient une noblesse qui perd le pouvoir au profit du monarque avant de le perdre au profit du peuple tout en conservant une certaine prééminence économique et culturelle jusqu'à ce que la classe moyenne impose ses valeurs. Or celle-ci n'a aucune vocation à être une classe dirigeante. Dans la démocratie, les riches ne gouvernent pas, ceux qui imposent leurs manières de penser ne sont pas les plus riches et ne gouvernent pas. Le processus d'égalisation prive toute classe de l'exercice du pouvoir politique, conduit à une convergence des manières à penser autour de celles de la classe moyenne ainsi que la disparition des traditions spécifiques à travers et finalement tend au nivellement économique. La démocratie finit par dissoudre les classes sociales (processus de moyennisation dans le vocabulaire d'aujourd'hui) en lui substituant une multitude de distinctions secondaires et éphémères qui se reconstituent sans cesse (on est dans une logique d'imitation/ostentation qui masque les similitudes beaucoup plus qu'elle ne révèle les différences). Même s'il le regrette, Tocqueville considère que la compétence, la prééminence intellectuelle, ne sont compatibles avec la démocratie que s'ils ne sont compris que comme des attributs personnels et que si ceux qui les possèdent ont la sagesse de ne pas s'en prévaloir. Les théoriciens de l'élite vont développer un point de vue sensiblement différent.

Pareto et **Michels** considère que le critère fondamental de la stratification est le pouvoir qui ne peut être un attribut que pour une minorité : l'**élite** qui exerce les fonctions politiques et sociales dirigeantes. Autrement dit, la démocratie et le processus d'égalisation sont des illusions. Selon Pareto, l'élite se fonde sur les capacités spécifiques des individus qui peuvent être de nature différente suivant le contexte socio-politique ; c'est ainsi que pour lui alternent les élites fondées sur la force (lions) et les élites fondées sur l'habileté (renards). Selon Michels, il existe une loi d'airain de l'oligarchie : dans toute société ou groupe important le pouvoir finit toujours par se concentrer entre quelques mains. Les approches par l'élite renvoient à une vision pessimiste de la stratification puisque celle-ci est inéluctable, marquée par une rupture entre le sommet et le reste de la société. Cependant, aussi bien Pareto que Michels considèrent que la stratification sociale n'est pas figée dans la durée : il existe un renouvellement continu des élites (circulation des élites) qui rend le processus socialement acceptable ainsi qu'une certaine diversité et une certaine concurrence entre les élites. Ce dernier point est contesté par Mosca qui conclut à l'unicité de l'élite qui exerce ses talents au plan politique et, d'un tout autre point de vue, par Wright **Mills** qui estime que les Etats-Unis sont caractérisés par la convergence des élites politique, économique, culturel... vers ce qu'il appelle « l'élite du pouvoir » avec des intérêts propres et communs qui nous rapproche singulièrement de l'analyse marxiste des classes sociales.

A l'opposé de ces visions en termes de rupture inéluctable, on trouve une approche qui se veut empirique et aboutit à une vision de la stratification sociale en termes de

continuité. Entre 1930-1935, le sociologue américain **Warner** réalise des enquêtes dans une petite ville qu'il baptisera « Yankee city ». Il procède par une double approche. D'une part, il demande à des « juges » (c'est-à-dire des habitants de la ville qui ont une bonne connaissance de la communauté) de classer sur une échelle sociale ceux des habitants de la ville qu'on propose à leur jugement. D'autre part, il procède à partir d'indices « statutaires » : la profession, le revenu, quartier, l'habitation. Il y a donc une approche subjective et une approche objective qui se combine pour arriver à la construction de 6 « classes » (Supérieure-supérieure, Supérieure-inférieure, Moyenne-supérieure, Moyenne-inférieure, Inférieure-supérieure, Inférieure-inférieure).

L'analyse de Warner a été largement critiquée parce qu'elle tend à confondre statut (à travers les jugements) et classe (à travers les critères) tout en réduisant la stratification à sa représentation par des « juges » peu représentatifs (plutôt issus de la classe moyenne). En outre, les fondements économiques sont ignorés au profit des seules manifestations des positions économiques, de ce fait, il n'apparaît aucun élément d'analyse portant sur les relations entre les groupes. Enfin, le choix de travailler sur une petite ville ne peut donner qu'une vision partielle de la stratification (les centres des pouvoirs économique, politique, culturel situés dans des villes importantes sont occultés). Finalement, cette présentation d'une continuité dans la stratification sociale va devenir caractéristique d'une approche en termes de « strates », opposée à la vision en termes de classes sociales, nettement différenciées et souvent antagoniques, même si la présence de jugements des membres renvoie à des références culturelles qui sont plus subtiles qu'en simple empilement sur des critères économiques. Malgré ces critiques, l'approche de Warner a rencontré un certain succès aux Etats-Unis (au point de faire rentrer dans le vocabulaire courant les termes qualifiant les classes) et a servi de base à l'ambition de construire des outils de traitement scientifique de la stratification qui, en voulant s'éloigner des biais idéologiques des analyses européennes (et d'abord marxistes), a de fait sacrifié à une autre idéologie de la mobilité possible et du caractère non déterminant de la position sociale. On aboutit, chez Hall ou Blau, par exemple, à la construction d'indicateurs et d'échelles qui donne l'image d'une stratification marquée, selon l'expression de Raymond Aron, par « une graduation régulière de la base au sommet ».

On voit ainsi que la manière de penser la stratification sociale alimente des oppositions de fond qui traduisent la vision que l'on a de la société et des rapports qui y règne. Les tentatives de construction d'outils de description censés permettre de surmonter ces oppositions par l'examen des faits n'échappent à ces difficultés puisqu'on construit intellectuellement l'objet que l'on vise à décrire.



3) Le problème de la classification

Viser à un savoir scientifique sur la stratification impose le passage obligé par la construction d'outils, notamment statistiques qui doivent permettre de recueillir et quantifier des données. La difficulté de l'exercice est attestée par l'existence de nomenclatures, parfois fort différentes, d'un pays à un autre. Elles doivent résoudre le double problème d'être opératoire, c'est-à-dire permettre des classements sans ambiguïté, tout en étant socialement pertinente si on qu'elles aient un intérêt. On ne retiendra ici que la nomenclature des PCS mise au point par l'INSEE, organisme officiel, en France et celle du « class scheme » de Goldthorpe pour le Royaume-Uni, non officielle mais largement adoptée dans les études de stratification de ce pays.

La nomenclature par PCS qui succède à celle des CSP en 1982 présente un mode de construction qui associe des critères objectifs (métier, statut professionnel, qualification, position hiérarchique, secteur, taille de l'entreprise, employeur public ou privé...) et la recherche de l'homogénéité sociale de la catégorie à partir de la perception

sociale mais, à la différence de Warner, l'INSEE ne s'adresse pas à des juges mais s'appuie sur les diverses manifestations d'une certaine unité au delà de l'appartenance strictement professionnelle à travers des indicateurs tels que l'action collective, les systèmes de protection sociale... Les critères objectifs sont plus ou moins mobilisés selon la catégorie pour coller à la perception sociale (par exemple, on ne mobilise pas la qualification pour les agriculteurs exploitants parce que le critère n'est pas socialement pertinent, en revanche on mobilise le secteur d'activité ; inversement, on mobilise la qualification pour les employés mais pas le secteur d'activité). On distingue 3 niveaux de précision : les 6 groupes socioprofessionnels d'actifs, les 32 catégories socioprofessionnelles et les quelques 500 « professions ». Cette approche repose donc sur une congruence entre la position économique objective et le statut social ou si l'on préfère sur le réalisme relatif (des groupes réels) d'une approche nominaliste.

Les PCS sont critiquées dans leur aptitude à rendre compte de la stratification sociale à travers deux faiblesses éventuelles. La première renvoie à l'homogénéité sociale effective des groupes (avec, par exemple, le rapprochement dans la CSP « cadres de la fonction publique » d'individus ayant une forte position de pouvoir, comme un préfet, avec des individus dont la position se limite à l'encadrement de quelques personnes, comme un inspecteur des impôts), homogénéité d'autant plus problématique que les ensembles sont vastes ; le problème est renforcé par l'élément de référence qui est classé : individu ou ménage ; un classement individuel ne dit rien du contexte familial pourtant fondamental dans la position sociale, un classement à partir de la personne de référence du ménage postule une identité de position pour le conjoint qui, malgré les phénomènes d'homogamie sociale, ne va pas forcément de soi (et sans doute de moins en moins avec le développement du travail des femmes). C'est à partir de ce constat que Mendras considérait que les PCS avaient perdues beaucoup de leur pertinence comme outil descriptif de la société, à l'opposé Donnat estime qu'elles continuent à bien rendre compte des différences de pratiques culturelles. La seconde faiblesse renvoie à l'incapacité à rendre compte de la stratification effective : il y a une hiérarchisation parmi les salariés mais il est très difficile de dégager des positions hiérarchiques si on intègre les non-salariés (difficile de placer un agriculteur exploitant par rapport à un ouvrier ou à un cadre).

Cette dernière critique rejoint la question du lien entre PCS et classes sociales, l'ambition descriptive et non analytique des premières engendre une faiblesse de la prise en compte de la dimension relationnelle (même s'il y a une distinction salarié/non salarié et une hiérarchisation des salariés). La critique majeure porte sur la disparition de la classe dominante (dispersée chez les ACCE, les CPIS, voire les AE), pourtant de nombreux sociologues se sont efforcés de retrouver dans leurs analyses des différenciations sociales à travers les PCS les distinctions de classes (en jouant sur les regroupements et les découpages par CSP), le cas le plus connu étant **Bourdieu**.

Il n'en reste pas moins que les PCS, instrument largement utilisé au delà du champ scientifique, participent de l'objectivation du monde social en produisant des formes d'identification, pour soi et pour les autres. Il s'agit d'une classification statistique qui produit des effets de réalité, comme le montre le travail de Luc **Boltanski** sur les cadres en 1982 où il montre qu'un classement statistique, certes induit par le constat de certains éléments, a contribué à forger une identité collective et a modifié la représentation des clivages de classes en France.

Le « Class scheme » (classification des classes) de Goldthorpe date des années 80 et a été revu par son auteur en 1992. Il repose sur deux critères (puis trois) dont la combinaison est supposée rendre compte de la stratification sociale au Royaume-Uni. Le premier critère est la position sur le marché du travail qui associe le niveau de rémunération, la sécurité de l'emploi et les perspectives de promotion. Le second critère est la position au travail qui associe la capacité de contrôle sur le travail et la position hiérarchique. Enfin,

Goldthorpe a ajouté la relation d'emploi où le contrat de travail traditionnel est de plus en plus concurrencé par un « contrat de service » beaucoup plus ouvert où la prestation inclut une durée et une rémunération variable (importance de la performance, de l'implication). C'est ainsi que le regroupement « Cadres et administrateurs supérieurs, hauts fonctionnaires, dirigeants et gros actionnaires de grandes entreprises » est caractérisé par une rémunération élevée, une sécurité personnelle, des perspectives de carrière, une autonomie totale dans le travail, une position dirigeante, la position d'employeur ou de prestataire de service. A l'inverse, les ouvriers non qualifiés combinent un faible salaire, une forte insécurité, peu de perspective de promotion, un contrôle étroit de leur travail et un contrat de travail. La principale critique faite à Goldthorpe rejoint une critique des PCS : son schéma ne rend pas suffisamment compte du sommet de la hiérarchie sociale.

Empruntons à **Giddens** sa conclusion sur la difficulté à construire une classification dans une société en perpétuelle transformation et pour lui le plus important est de saisir le processus de formation/effacement des classes sociales. En d'autres termes, il faut se méfier de la dimension de réification de la réalité sociale que comporte toute classification ce qui veut dire qu'elle doit être régulièrement revue et mise à jour en tenant compte des évolutions, c'est ainsi que la nomenclature par PCS devrait sans doute intégrer les transformations du marché du travail en matière de statut professionnel (précarité, flou de plus en plus grand entre statut d'indépendant et de salarié).

Il va de soi que cet ajustement nécessaire à l'évolution de la société se retrouve à plus forte raison à propos des grands modèles théoriques hérités du XIXe ou du début du XXe siècle.



B - LES THEORIES MODERNES DES CLASSES SOCIALES

Les théories modernes des classes sociales se situent dans le prolongement plus ou moins critique des théories classiques ; en premier lieu, celle de Marx qui a autant marqué les rapports et les enjeux politiques que les analyses de la société. On étudiera successivement les perspectives qui s'inscrivent dans cette tradition d'une vision forte des classes tout en cherchant à la dépasser puis celles qui préservent le concept avec une vision plus centrée sur les transformations sociales.

1) La tradition marxiste et son dépassement

La conjonction d'un basculement dans la société post-industrielle ou post-moderne et du renouveau d'une contestation politique inspirée par le marxisme ont conduit le sociologue français **Poulantzas** (1974) à estimer que la grille d'analyse marxiste d'une opposition de classe liée à la propriété des moyens de production reste pertinente dans le capitalisme d'aujourd'hui : une classe sociale se définit par sa place dans le processus productif mais elle doit être infléchie au regard à l'évolution de ce mode de production. D'une part, il existe une autonomie de l'appareil d'Etat et des classes sociales qui lui sont liées ; il n'y a donc pas de lien mécanique entre l'économique et le politique **à court terme** même s'il s'impose à long terme, autrement dit la détermination des superstructures par les infrastructures ne joue pas au jour le jour. D'autre part, le processus de polarisation est brouillé par des différenciations internes à la classe ouvrière (techniciens) et par l'émergence d'une nouvelle petite bourgeoisie (cadres, fonctionnaires) ; ceci introduit un décalage entre l'intérêt objectif et structurel de classe et les pratiques conjoncturelles ce qui revient à dire qu'il y a un découplage entre le découpage objectif des classes et la conscience de classe. Ce découplage est rendu possible parce qu'il n'y a pas une prolétarianisation inéluctable des classes moyennes, notamment en raison du poids et de l'autonomie de l'Etat, mais il y a un intérêt

politique à l'émergence d'un front uni contre la classe dominante (les classes moyennes sont fondamentalement en situation dominée : le cadre se fait aussi licencié). Il faut donc construire une polarisation politique qui doit traduire la polarisation objective marquée par la diffusion du statut de salarié.

La position de **Bourdieu** s'éloigne davantage du marxisme traditionnel puisqu'il opère une forme de synthèse de Marx et de Weber en associant données économiques et données culturelles pour aboutir à une stratification unique qui se décline différemment selon le **champ** concerné ; le champ est un « **espace structuré de positions** » à **travers des rapports de force autour des enjeux spécifiques au champ**. La classe se définit par la possession d'un capital économique et d'un **capital culturel** (combinaison de dispositions durables qui renvoient à la socialisation, de la possession de biens culturels comme les livres et de données institutionnelles légitimes comme les diplômes) ; l'appartenance de classe renvoie au volume et la structure du capital possédé (beaucoup de capital économique et relativement peu de capital culturel par exemple). La classe sociale s'inscrit dans une dimension historique qui relie le passé à l'avenir, c'est la trajectoire de classe, c'est-à-dire la perspective de valorisation des formes de capital (ainsi une famille de commerçants peut avoir connu une phase d'ascension sociale par son capital économique puis une dévalorisation à travers la concurrence et la concentration ainsi que la montée du rôle du capital culturel). Chaque classe ou fraction de classe s'homogénéise à travers un principe de cohérence des pratiques procédant de l'habitus. Dans la vision de Bourdieu, les classes sont antagoniques mais le jeu des conflits est complexe en raison de la diversité des champs concernés : la classe dominante est divisée en une fraction dominante, riche en capital économique et une fraction dominée riche en capital culturel qui peuvent nouer des alliances objectives (la fraction dominée avec les classes populaires encore plus dépourvues de capital économique que de capital culturel, par exemple). Pour Bourdieu, la classe n'est pas une réalité mais il se produit un effet de réalité autour de ce concept ; pour lui, elle n'est pas une substance mais une construction théorique qui permet de dévoiler et de fixer un espace de différences où les classes sont en pointillés, elle est « **un mythe bien fondé** » qui procède de l'analyse scientifique de la société et prend plus ou moins corps dans la représentation des pratiques sociales.

Aux Etats-Unis, Erik Olin **Wright** (1978,1997) s'inscrit également dans la tradition marxiste en développant une analyse des classes sociales dans le capitalisme moderne fondée sur la domination relative à partir du contrôle de trois ressources économiques : les investissements monétaires (capital financier), les moyens physiques de production (capital fixe) et la force de travail. La classe capitaliste contrôle les trois ressources, le prolétariat n'en contrôle aucune. Entre les deux se situe la petite bourgeoisie qui possède des moyens de production mais ne contrôle pas les deux autres, les cadres et les employés semi-autonomes qui ont un certain contrôle de leur force de travail (voire de celle d'autrui) mais ne contrôlent pas les deux autres. Ces groupes sont donc dans des positions de classe contradictoires. Par rapport au schéma marxiste initial, il y a intégration d'une diversification sociale tout en restant sur une logique centrée sur la production.

A côté de ces analyses qui restent fidèles à une perspective d'antagonismes et de différenciation sur la base de capitaux se sont développées des approches qui tendent à revisiter la notion de classe sociale.



2) La redéfinition des perspectives en termes de classe sociale

Le maintien de la pertinence de la vision de la stratification sur la base des classes est plus ou moins nette mais il y a surtout un déplacement de leur nature ou de leur fondement.

Dans un premier temps, on examinera les approches qui concluent à l'émergence de nouvelles classes. On citera d'abord Serge Mallet (1971) qui a défini la notion de « nouvelle classe ouvrière » constituée de travailleurs intellectuels (ingénieurs, techniciens) qui se développe au sein de la production en raison de l'automatisation qui a un rapport différent au travail de celui des ouvriers manuels traditionnels mais qui leur est liée par une soumission au contrôle bureaucratique et un manque d'autonomie. Pour Mallet, c'est cette nouvelle classe qui va occuper progressivement le centre des luttes sociales. En 1985, le sociologue américain Gouldner pense percevoir l'émergence d'une nouvelle classe (New class) qui disposerait d'une capacité critique et d'une force de contestation de la classe dominante en raison d'un fort capital culturel. Enfin, Golthorpe remet d'abord en cause la vision en terme de moyennisation en montrant que « l'ouvrier de l'abondance » ne s'est pas embourgeoisé malgré un niveau de vie souvent équivalent à celui des classes moyennes parce qu'il reste marqué par une attitude instrumentale vis-à-vis du travail et une faible perspective de promotion sociale puis il dégage le concept de classe des services caractérisée par une délégation d'autorité et la reconnaissance d'un savoir et d'une expertise, elle se distingue à la fois à la fois des détenteurs du pouvoir économique et des autres salariés qui ont moins de perspective de carrière et moins de capacité de négociation. Pour Golthorpe, cette classe n'est pas encore un acteur collectif mais il y a des forces qui y poussent qui elle connaît un processus de reproduction et un sentiment d'appartenance. En France, Schweizguth considère que cette analyse se vérifie au niveau du comportement politique. On se rend ainsi compte que ce nouvel acteur renvoie au développement au sein de la production d'activités plus intellectuelles et plus qualifiées.

Le sociologue anglais d'origine allemande, **Dahrendorf**, propose une nouvelle définition des classes sociales qui se différencieraient par l'accès au pouvoir et non sur une base économique. **Touraine** prolonge Dahrendorf non sans lui avoir reproché de confondre l'autorité interne à une organisation et le pouvoir sociétal qui est seul en cause dans l'analyse de classe. Pour Touraine, dans la société industrielle, l'opposition se situe entre ceux qui affirment gérer l'investissement collectif (c'est-à-dire la construction de l'avenir de la société) les technocrates publics et privés qui décident largement en fonction de leur propre intérêt de classe et ceux qui réclament à la fois de la consommation et une réorientation de l'investissement collectif. Cette opposition confronte donc les décideurs qui manipulent la population pour légitimer leurs choix et les opérateurs que les premiers voudraient confiner à l'exécution et qui cherchent à maintenir un sens collectif à leur existence et refusent la manipulation. L'enjeu est donc la **production de la société par ses acteurs**. Ce qui est en cause est la participation ou non à la production de la société, Touraine est ainsi conduit à mettre l'accent sur une évolution qui aboutit à opposer ceux qui participent plus ou moins à la société et ceux qui en sont complètement exclus.

Le déplacement de perspective se fait sentir dans des analyses qui insistent plus sur les problèmes de ceux placés au bas de l'échelle sociale (vision qui s'accompagne parfois d'une uniformisation sociale pour le reste de la société). Les sociologues américains Wilson et Murray (1978-1990) définissent la notion d'**underclass** constituée par l'ensemble des membres de la société américaine confinés au bas de l'échelle sociale, elle résulte pour Wilson du croisement de la pauvreté, du chômage récurrent, de la ségrégation ethnique et de la désorganisation et constitue un groupe social propre (Marx parlait déjà de prolétariat en haillons, « lumpenproletariat »). Si Wilson estime que ce sont les facteurs économiques qui priment, Murray considère que l'explication se trouve d'abord dans les facteurs culturels qui conduisent à la désorganisation sociale renforcée par les politiques d'aide qui font plus de mal que de bien en en traitant que les symptômes des difficultés plutôt que leurs causes et en tendant vers la stigmatisation. Les tentatives pour étendre le concept d'**underclass** à la France et au Royaume-Uni se sont révélées plutôt infructueuses, on a identifié des groupes déviants

ou marginaux qu'on peut difficilement qualifier de classes (cf. Jaazouli). Pour Schnapper, il existe une grande diversité du chômage et la notion d'exclusion renvoie plus à des situations individuelles qu'à des groupes. Pour Giddens, le concept correspond mieux à la réalité sociale américaine qu'européenne.

Selon **Dubet**, les classes sociales se sont multipliées et apparaissent pluridimensionnelles (la dimension économique toujours présente n'est pas toujours la plus significative) dans le cadre d'un brouillage de la structure sociale. Aujourd'hui, la capacité d'explication en termes de classes (c'est-à-dire à partir d'une position économique commune, d'une culture commune et d'une action collective) persiste mais elle est seulement partielle : la conscience de classe n'unifie plus les dimensions sociales. C'est ainsi qu'aux Etats-Unis, Hobsbawm considère qu'il y a une triple sphère d'action pour les ouvriers : la profession où ils se définissent comme travailleurs, le mode de vie où ils s'apparentent de plus en plus à la classe moyenne, la politique qui les voit être de moins en moins démocrates et de plus en plus populistes. Celle-ci traduit des visions contradictoires qui ne réduisent ni à un affaiblissement des classes sociales ni à un maintien sur le fond. Le concept de classe sociale comble un vide même s'il faut l'utiliser dans une perspective restreinte parce que les inégalités et les phénomènes de domination persistent. Dubet en arrive à évoquer le terme de « constellation » repris de Mendras, c'est-à-dire qu'il est à la limite des visions alternatives incarnées notamment par Mendras.

C - LES VISIONS ALTERNATIVES ET LEURS LIMITES

La position radicale est défendue par les sociologues américains. Pour eux les classes sociales ont perdu toute capacité explicative vis-à-vis de la société moderne non seulement dans une perspective réaliste (ce ne sont pas des acteurs) mais même simplement nominaliste (elles ne constituent plus un critère de classement pertinent). **Rosanvallon** considère dans une vision plus modérée que la remise en cause des classes sociales repose sur une idée partagée sur le fond : il y a entre un haut et un bas, une sorte de magma pas très identifiable. Le bas est-il lui-même constitué de parcours individuels ou d'ensembles collectifs nettement perceptibles ? Le haut est-il constitué d'une ou plusieurs élites, d'abord méritocratiques (et donc ouvertes) ou, au contraire, forme-t-il un ensemble fortement marqué, notamment au plan culturel ? Entre les deux, peut-on quand même parler de classes véritables (mais lesquelles ?) ou de nouveaux ensembles de nature particulière (apparentés éventuellement à des strates) ? On verra, dans un premier temps les réponses qui proposent une perspective alternative aux classes sociales avant d'en montrer les limites.

1) Les approches alternatives à l'analyse en termes de classes sociales

On peut faire d'abord ressortir l'emprise dans la société contemporaine d'autres éléments de la stratification que la position économiques. On peut retenir le genre qui est à la fois un facteur de complication de la stratification avec le travail des femmes (cf. plus haut) et une autre grille de lecture d'une hiérarchisation sociale (ou plus exactement un croisement entre sexe et profession). Selon Galland et Lemel, en France, l'âge devient une dimension essentielle de la stratification : les générations nées avant et pendant la deuxième guerre mondiale bénéficient d'un avantage en termes de niveau de vie, de profession ; les générations du baby boom (45-65) ont des opportunités beaucoup plus limitées et enfin les générations nées après les années 70 connaissent une dégradation des perspectives d'emploi, de revenus et d'ascension sociale. Selon Marouani et Reynaud, toujours en France, la question de la stabilité de l'emploi devient primordiale dans la stratification selon que la précarité est un mode transitoire ou durable de participation à l'activité. Enfin, dans le prolongement d'Halbwachs, on peut insister sur les styles de vie en les déconnectant de la dimension

économique et en les hiérarchisant (en retrouvant ainsi la vision weberienne), en insistant sur l'emprise des univers culturels ou, au contraire, faire ressortir le rôles des identités multiples qui classent mais ne hiérarchisent pas forcément (Inglehart).

Cette interrogation sur la hiérarchie est au cœur de la vision de **Mendras**. Pour lui, la vision traditionnelle d'une société hiérarchisée selon un ou plusieurs critères n'est plus opératoire, les marqueurs sociaux ne sont plus liés à de vastes ensembles : il n'y a plus de conscience de classe, les conflits de classes n'existent plus vraiment. Les classes ne sont pas non plus remplacées par des strates empilées les unes sur les autres. Il est pourtant fictif de croire que les différenciations sont abolies. Pour sortir de la contradiction, Mendras propose l'idée de constellation parce qu'il existe comme une force d'attraction qui s'exerce entre divers groupes et d'une constellation à l'autre. Il distingue trois constellations : la constellation populaire (peu de diplômes et faibles revenus), la constellation (diplômes élevés et revenus corrects), les indépendants, une élite dirigeante et les pauvres. La société fonctionne comme une toupie, c'est-à-dire que l'attraction d'une constellation à l'autre s'exerce d'une façon variable selon le domaine, les circonstances, faisant bouger la toupie dans un sens ou dans un autre. Cependant c'est la constellation centrale qui pèse le plus socialement. Il y a donc un découplage entre la position sociale dirigeante et l'influence sociétale. On est dans le prolongement de Tocqueville et de l'association de la démocratisation (qui annihile le poids des élites) et de la moyennisation en intégrant les préoccupations de la vision individualiste de la société post-moderne à travers la diversification de la consommation, du travail, des références culturelles.

Dans leur ouvrage « Le Nouvel esprit du capitalisme » **Boltanski** et Chiappelo dévoile la transformation idéologique du capitalisme qui aboutit à une action de dissolution des classes sociales. Jusqu'au années 70, on assiste à un processus d'institutionnalisation des classes sociales (à travers les PCS, les conventions collectives, le droit...) qui est ensuite confronté à ce travail de déconstruction idéologique associé à des changements effectifs (organisation du travail, flexibilité...), c'est ainsi que le terme d'« ouvrier » est remplacé par celui d'« opérateur », le MEDEF remplace le patronat. Le résultat en est une déstabilisation de la critique sociale mais aussi de la critique « artiste » (le capitalisme est critiqué au nom du Beau, du Sublime, du Sens, de l'Être) car l'opposition travailleur/artiste a perdu de sa pertinence (notamment mise en avant par Bourdieu). En effet, le capitalisme a réussi à récupérer idéologiquement, à travers ce que Boltanski appelle la « cité de projet », la critique de son caractère routinier, étriqué (le bourgeois égoïste et calculateur) en mobilisant l'aspect créateur, individuel de l'activité à partir de la mise en place de réseaux autour de projets. Dans la cité de projet, la grandeur (c'est-à-dire le jugement de qualification de prééminence) est fondée sur la disponibilité, la capacité à communiquer, l'adaptabilité (l'épreuve principale de qualification est de pouvoir passer d'un projet à un autre). Dans ce processus de recomposition incessant, la question n'est plus de savoir s'il y a des acteurs réels qui peuvent être appelés classes sociales : les inégalités, les formes d'exploitation restent et même s'amplifient elle est devenue de déceler de nouvelles modalités de la critique sociale et de la critique artiste dans un monde que le nouvel esprit du capitalisme représente comme connexionniste autour de la justification particulière résultant de la nouvelle cité de projet. C'est donc la construction de la société autour de la classe comme outil critique qui est en cause : la stratégie idéologique du capitalisme vise à faire de la classe « un mythe infondé ».

Ces diverses approches ont le mérite de confronter l'analyse de la stratification sociale à des transformations de fond de la société tant dans sa dimension économique que culturelle mais ce qui peut apparaître comme une rupture est contesté même dans ce nouveau contexte ;



2) Les limites des approches en termes de dépassement des classes sociales

Pour **Giddens**, l'approche en termes de classes sociales n'est pas caduque en raison de cet ensemble de transformations qui constitueraient la post-modernité (autonomisation, flexibilité, réseaux, emprise du domaine symbolique...). On aurait quitté la perspective historique d'un progrès continu des plus défavorisés caractérisant la modernité. En fait, pour lui, la société reste marquée par sa dynamique antérieure qui joue toujours son rôle de structuration mais elle est confrontée, à travers la mondialisation, à la délocalisation des systèmes sociaux c'est-à-dire que le cadre social (et donc des antagonismes de classes) ne renvoie plus à un espace géographiquement identifié, il y a ainsi une dissociation entre la perspective historique et sa dimension géographique. En outre, la connaissance prend une importance primordiale et instaure des clivages fondamentaux mais beaucoup moins immédiats que ceux qui renvoyaient au statut professionnel.

Pour **Chauvel** mais aussi Galland et Lemel, l'approche en termes de moyennisation et de nébuleuse sociale doit être sérieusement nuancée : dans les faits, il y a maintien et même allongement du temps de rattrapage des catégories élevées par les catégories modestes (par exemple, la réduction des inégalités relatives de salaires a pratiquement cessé à partir des années 90) ; les catégories du haut et du bas de la hiérarchie sociale ont progressé au point qu'aux Etats-Unis s'est développé le thème du déclin de la classe moyenne. Enfin, la reproduction sociale est plus que jamais présente (notamment à travers l'école). Pour Chauvel, le problème central est le déclin de la conscience de classe dans les milieux populaires, c'est à ce niveau que se situe la rupture mais il considère que la contradiction des situations objectives et de leur perception subjective ne peut guère se perpétuer à travers ce qu'il faut appeler un individualisme négatif qui s'exprime par l'absence de capital social (au sens de lien social porteur d'avenir), phénomène concentré dans les classes populaires et qui entretient leur situation de relégation sociale. Pour Galland et Lemel, les classes sociales sont difficiles à appréhender mais les positions de classes restent historiquement les mêmes ; elles se sont certes rapprochées mais comme les soufflets d'un accordéon : en restant bien distinctes.

On voit ainsi que l'analyse de la stratification confronte aujourd'hui comme hier des perspectives très diverses et, si l'héritage historique de Weber semble mieux à même que celui de Marx de rendre compte de la complexité de la société contemporaine, il n'en reste pas moins qu'il débouche sur un risque de dilution à travers le flou des représentations qu'il peut générer. Cette incertitude plaide finalement en faveur d'une vision dans laquelle la conscience de classe et les représentations qu'elle engendre constituent une dimension fondamentale ce qui place la légitimation et les conflits sociaux au cœur de la construction sociale de la stratification.

II - LA DYNAMIQUE DES CONFLITS

Les sociétés sont marquées par l'existence de tensions entre ses membres liées aux enjeux les plus variées mais qui gravitent fondamentalement autour de la contestation de l'existant qu'on peut qualifier au sens le plus large d'ordre social puisqu'il n'y a tension que s'il y a insatisfaction. Les spécialistes des organisations **March et Simon**, soulignent qu'il y a un conflit lorsqu'une décision ne peut pas être prise par les procédures habituelles. Le conflit s'instaure entre individus, entre groupes, entre sociétés. Ici seront examinés les seuls conflits collectifs internes aux sociétés.

La notion de conflit est à associer et à distinguer de deux autres concepts : action collective et mouvements sociaux . Tous les conflits collectifs sont des actions collectives mais toutes les actions collectives ne sont pas conflictuelles. Les mouvements sociaux ne sont pas tous conflictuels et les conflits sociaux ne sont pas nécessairement des

mouvement sociaux. En effet, si on suit Jean Etienne l'**action collective** est constituée par « **les activités visant à agir sur l'agencement de l'ordre social et à promouvoir des revendications dont le groupe est porteur. Le conflit social** lui exprime, selon Touraine, une **relation antagonique entre deux ou plusieurs acteurs dont l'un tend à dominer le champ social de leurs rapports**, il y a donc existence d'acteurs opposés mais liés dans un système. Enfin, le **mouvement social** est, selon les sociologues américains Mac Carthy et Zald, **un ensemble d'opinions et de croyances communes à une population qui exprime des préférences pour le changement de quelques éléments dans l'organisation sociale et/ou la distribution des récompenses dans une société**, il y a donc une dimension d'abord idéologique et culturelle. On voit ainsi les liens mais aussi les différences. Une action collective peut s'exercer à travers un groupe de pression qui joue sur un éloge d'influence sur l'Etat sans expression d'un rapport antagonique. Un conflit social peut répondre à des intérêts très terre à terre et ne pas viser à transformer l'organisation sociale (conflit défensif). Un mouvement social peut ne pas avoir d'adversaire collectif identifiable (la souffrance, le racisme, la pédophilie).

On abordera le jeu des relations collectives dans une perspective d'action sous ces trois angles d'attaque, en insistant sur le poids de la représentation et le lien avec les structures sociales. On verra d'abord les enjeux des analyses sociologiques liées à ces trois concepts avant d'analyser la transformation des conflits de classes conçus historiquement comme les conflits centraux et les porteurs du mouvement social dans la société industrielle pour terminer par l'examen des formes prises par l'action collective conflictuelle et les mouvements sociaux dans la société actuelle.



A - LES ENJEUX SOCIOLOGIQUES LIES A L'ACTION COLLECTIVE, AUX CONFLITS ET AUX MOUVEMENTS SOCIAUX

Un ordre logique d'examen des théories sociologiques s'impose puisqu'il y a une sophistication des enjeux : d'abord agir ensemble puis s'opposer et enfin construire un cadre culturel producteur de sens au niveau de la société.

1) Les théories de l'action collective

Le problème que cherchent à résoudre ces différentes théories est : comment les membres de la société sont-ils conduits à agir collectivement ?

A la fin du XIXe siècle, les psychosociologues français Gustave **Le Bon** et Gabriel **Tarde** ont développé une approche en termes de **foule**. L'action collective résulte d'un comportement spontané et irrationnel des individus fondé sur une passion par imitation ou à travers la manipulation d'un meneur. Il va de soi que cette façon de voir est très loin de rendre de la diversité des actions collectives.

Le grand théoricien de l'action collective dans la sociologie contemporaine est **Dahrendorf** qui considère que l'action collective suit une double logique. Tout d'abord le passage d'un groupe **latent** à un groupe organisé ou semi-organisé. D'autre part le passage d'un intérêt commun (qui caractérise le groupe latent) à l'action qui se fait par une prise de conscience et débouche sur le caractère durable et structuré de l'action. Pour Dahrendorf, les intérêts et les champs d'action collective qui en résultent sont très ouverts (domaine économique, culturel, politique...) et les résultats sont incertains. Il fait donc de la vision marxiste un cas particulier de l'action collective en excluant la dimension prophétique mais il faut noter qu'il articule clairement la structuration de la société et l'action collective. A partir de cette analyse, se posent deux questions fondamentales.

La première est le passage de l'intérêt à la conscience de l'intérêt qui peut être résolue par une lecture matérialiste (Gurr) : un sentiment de frustration se forme à partir des

données objectivement observables (un revenu moindre, un accès plus limité à certaines places...) ou par une approche plus culturelle à travers un travail de représentation des intérêts : déjà **Tocqueville** soulignait le rôle joué par les intellectuels dans la préparation de la Révolution et celui des publicistes dans l'affrontement entre fédéralistes et centralisateurs au début de la démocratie américaine, **Marx** montre le rôle de la diffusion des idées révolutionnaires dans le prolétariat (à côté des conditions matérielles d'existence) et aujourd'hui, **Touraine** insiste sur le travail de dévoilement des intérêts dans le processus d'intervention sociologique.

La seconde est le passage de la conscience à l'action qui est loin d'être automatique comme le montre **Olson**. Dans son analyse fondée sur l'hypothèse de rationalité individuelle de l'acteur, il montre que l'acteur a plus intérêt à s'abstenir d'agir que de supporter les coûts de l'action puisqu'il gagne plus en cas de réussite en ne faisant rien qu'en s'impliquant (c'est le fameux free rider ou passager clandestin. Il découle comme effet émergent de ce calcul rationnel qu'il n'y aura pas d'action même si tout le monde y a intérêt. Pour qu'il y ait action collective, il faut que celle-ci donne accès à des biens réservés uniquement à ceux qui y ont participé ou alors que le groupe ait une forte capacité de coercition sur chacun des individus (c'est pour cette raison que l'action collective est plus probable dans de petits groupes que dans des grands groupes). Cette approche rationnelle est évidemment sous-socialisée puisqu'elle fait bon marché des croyances, des traditions intériorisées par l'acteur.

Le sociologue et politiste américain **Hirschmann** développe une vision plus sociologique du comportement des individus que la conscience d'un intérêt commun à changer l'ordre social peut engendrer. L'acteur peut choisir le retrait ou la défection (**exit**) c'est-à-dire adopter une attitude individualiste en abandonnant à leur sort ses compagnons d'intérêt (ce sera par exemple le cas des consommateurs mécontents d'un produit : ils cessent de l'acheter) on cherche une solution individuelle pour régler au mieux son intérêt, le groupe latent se délite : c'est la logique même du marché. Il peut choisir la prise de parole ou la protestation (**voice**) qui constitue l'action collective proprement dite dans le schéma de Dahrendorf (ce sera le cas de consommateurs qui s'associent pour réclamer des dommages et intérêts au commerçant indélicat). Enfin, il peut choisir de faire comme si de rien n'était, c'est la loyauté (**loyalty**) qui n'apparaît que si il y a déjà des liens constitués avec ceux qui pourraient être victimes d'une action collective ; en effet, la tentation du changement est plus que compensée par l'adhésion aux normes et aux valeurs communes (le commerçant dont j'ai à me plaindre est, comme moi, membre de l'association des commerçants, c'est, en outre un voisin et un bon client !)

On voit ainsi que le passage à l'action collective met en relation l'autonomie de l'acteur, les normes et les valeurs qu'il véhicule, le degré d'institutionnalisation du groupe ainsi que sa dimension.



2) La sociologie des conflits

La problématique de base de la sociologie des conflits repose sur une opposition entre conflits et intégration soit pour se désoler de leur existence soit, au contraire, pour s'en féliciter. On verra que cette façon de voir est désormais dépassé : le conflit est aussi intégrateur.

Si on remonte à la philosophie politique de **Hobbes** (XVIIe siècle) c'est pour éviter les conflits que la société s'est politiquement organisée (dans l'état de nature « l'homme est un loup pour l'homme ») et le prix à payer est un strict respect de l'ordre social et un strict contrôle des individus par un Etat tout puissant (Léviathan). A l'opposé de cette approche, on peut situer **Marx** qui voit, au contraire, dans le conflit une nécessité historique qui a permis l'évolution des sociétés et, dans tout ce qui peut concourir à réduire les conflits

une manipulation de la classe dominante destinée à permettre de maintenir sa domination (« La religion est l'opium du peuple »). Si on se réfère au sociologue de l'intégration par excellence : **Durkheim** une certaine lecture mettant l'accent sur la nécessité de renforcer les règles collectives pour garantir l'unité de la société et sur sa condamnation de la lutte des classes pourrait en faire un sociologue hostile à toute forme de conflictualité de la société mais, en même temps, lorsqu'il étudie les formes pathologiques de la division sociale du travail, lorsqu'elle renvoie à des inégalités à travers la transmission de la propriété ou à une perte de sens dans le travail taylorisé il reconnaît comme légitimes les conflits engendrés, simplement ils ne doivent pas constituer la forme dominante des relations sociales.

Weber occupe une position intermédiaire dans la sociologie des conflits. Pour lui, toute société est marquée par l'existence de ressources rares (qu'il s'agisse des biens matériels, des femmes ou du prestige) et par la tendance de chacun à vouloir faire triompher sa volonté sur celle des autres (c'est-à-dire à exercer sur eux un pouvoir). De ce fait, le conflit est inhérent à la société et, à travers la communalisation dans les sociétés traditionnelles et la socialisation dans la société actuelle, il tend à opposer des groupes réunis par des valeurs ou/et par des intérêts. Avec Weber, on s'éloigne d'une vision du conflit marquée par la philosophie et la morale.

Simmel prolonge et enrichit Weber pour apporter une contribution essentielle à la sociologie des conflits. Pour lui le conflit est à la fois une des formes majeures de l'interaction liée à des enjeux divers et une solution qui permet de reconstituer une certaine unité sociale (soit par le compromis soit par la destruction d'une des parties au conflit). Il constitue en fait un des éléments fondamentaux du dynamisme de la société dont il renforce au bout du compte non seulement l'intégration de la société globale mais aussi celle des groupes dans le cas des conflits collectifs. Simmel analyse les formes du conflit en distinguant le cas où il n'y a que deux acteurs (individuels ou collectifs) qui se ramène à une relation simple de réunion et d'opposition et le cas où il y a une triade (c'est-à-dire trois acteurs) qui apporte une ouverture considérable puisqu'il peut y avoir un rôle de médiation pour un des acteurs (par exemple l'Etat), des alliances, des opportunités pour tirer les marrons du feu en laissant les autres acteurs s'affronter. Avec Simmel, se met en place une typologie opératoire des différentes sortes de conflits.

Le sociologue américain Coser prolonge Simmel en critiquant Parsons qui est plutôt sur la ligne conservatrice en faisant du conflit la marque d'un dysfonctionnement de la société. Pour lui, le conflit joue un rôle essentiel dans la stabilisation des identités collectives qui permettent de se situer dans la société en relation avec les autres groupes. Ce faisant, il tend à surestimer le rôle stabilisateur du conflit au détriment de sa place dans le changement social. Coleman, un des représentants de la sociologie des réseaux, prolonge et critique Simmel en faisant apparaître que le conflit est un traitement possible des relations sociales alternatif à la coercition et à la négociation. La coercition existe lorsqu'un des éléments en relation dispose de la capacité à s'imposer à l'ensemble des éléments. Le conflit surgit lorsque les réseaux sociaux sont segmentés c'est-à-dire lorsque les rapports entre les ensembles relationnels sont faibles, il traduit donc un défaut d'intégration sociale. En effet, lorsque les rapports sont forts, il y aura toujours des acteurs individuels pour faire le pont entre les groupes en opposition, il y aura alors négociation et très probablement compromis.

En résumé, les conflits s'inscrivent dans le fonctionnement normal de la société même s'ils peuvent être vus comme la marque d'une insuffisance d'intégration ou au contraire être posés comme nécessitant un certain degré d'intégration, même si leur résultat peut être vu comme un accroissement des divisions sociales ou comme une intégration accrue, même si on peut le considérer comme préalable à la négociation et au compromis ou comme alternatif. Aujourd'hui, la perspective intégratrice du conflit est dominante mais l'approche du conflit comme facteur d'affaiblissement de la société persiste à titre au moins d'argument

pour les parties au conflit qui ne souhaitent pas voir remis en cause l'ordre social. Le conflit s'institutionnalise et se légitimise mais l'un et l'autre sont constamment remis en cause par le jeu des rapports de force et l'évolution culturelle et sociale ce qui conduit à voir les choses de façon plus globales dans le processus de construction de la société.



3) La sociologie des mouvements sociaux

En effet, il y a mouvement social lorsque l'action collective interroge explicitement la société dans son ensemble et ne se limite pas à défendre des intérêts particuliers. Le mouvement social a donc nécessairement une dimension politique et culturelle mais il doit aussi s'inscrire dans la durée : atteindre un certain degré d'institutionnalisation et d'organisation. On verra dans un premier temps l'analyse de l'émergence du mouvement social puis le mode de mobilisation des ressources nécessaires à sa perpétuation.

L'Ecole de Chicago, notamment avec **Park**, analyse le mouvement social comme un processus interactif en trois phases. La première prend la forme d'une agitation sociale (interaction sur une source de mécontentement). La seconde prend la forme d'un mouvement de masse (extension de l'interaction avec construction organisationnelle tournée vers le public). La troisième phase enfin porte sur l'adaptation ou la transformation des institutions (désormais l'ensemble de la société est en interaction) : le mouvement social est donc source de changement social. Blumer ajoute à ce schéma le poids des données culturelles comme facteur déclenchant et outils facilitant la formalisation du mouvement. Smelser considère que le mécontentement ne suffit effectivement pas, il faut qu'il existe des représentations alternatives à celle qui règne dans la société comme des possibilités (rôle de l'idéologie) ; en outre, pour lui, le mouvement social prend aussi forme en raison d'un déficit d'institutionnalisation (cf. syndicats).

Pour Gurr, c'est un processus de frustration relative et progressive qui est en cause. Il y a, par rapport à l'action collective en général le passage d'une insatisfaction matérielle à un décalage entre ce qu'on a et ce qu'on pense être en droit d'avoir ; il y a donc un rôle des normes et des valeurs. On débouche sur le mouvement social en raison de l'absence de pluralité de voies vers la valeur (cf. Hirschman, Merton) et d'un travail idéologique de production de sens qui va se heurter à l'appareil idéologique de l'Etat et des médias.

L'accent est ainsi mis sur la diffusion d'un sentiment d'insatisfaction et sur le problème de non reconnaissance culturelle avec cependant le jeu complexe d'une vision qui doit être à la fois alternative et conforme puisqu'il s'agit d'obtenir un changement qui passe le plus souvent par le cadre institutionnel de l'Etat.

Mais la chance de réussite du mouvement social suppose une capacité à mobiliser les ressources. Pour Mac Carthy et Zald, il y a toujours des mécontents mais il n'y a pas forcément de mouvement social car celui-ci se construit socialement à travers une mobilisation des ressources, se pose alors, selon eux, le problème de l'existence d'une organisation et d'entrepreneurs de protestation qui vont se reconnaître dans le mouvement social naissant et qui vont faire qu'il y trouvera un sens. Ils distinguent trois sphères : celle des sympathisants qui constituent un socle potentiel, celle des bénéficiaires et celle des militants moraux. Ils répondent ainsi au paradoxe d'Olson puisqu'il n'y a pas que les bénéficiaires qui peuvent se mobiliser (rôle fondamental des valeurs). Selon eux si les sympathisants et les militants sont puissants l'action a toute les chances d'aboutir pour les bénéficiaires, c'est ainsi que les droits civiques ont été accordés aux Noirs grâce à la mobilisation des Eglises et le soutien de plus en plus manifeste de la population.

Pour Oberschall, il est nécessaire de prendre en compte les caractéristiques des groupes concernés. Il distingue deux aspects. Tout d'abord il faut analyser le rapport aux groupes dominants et aux pouvoirs, soit ils sont intégrés et ont donc des chances d'être entendus, soit il y a segmentation (le groupe est isolé, n'a pas de relais institutionnel). D'autre part, il faut tenir compte de la nature des liens internes au groupe soit ils sont communautaires (forte intégration au groupe), soit de caractère associatif (organisation volontaire), soit ils sont faiblement organisés. La combinaison des deux caractéristiques permet d'appréhender les mouvements sociaux. Lorsque le groupe est relayé vers les pouvoirs, il y a une situation de représentation, elle peut être traditionnelle ou communautaire (noblesse), associative (syndicats) ou informelle (clientélisme). Dans ce cas, il considère que le mouvement social est institutionnalisé. A l'opposé lorsque le groupe est isolé il peut y avoir une capacité de mobilisation active et rapide si le groupe fonctionne dans un cadre communautaire, si le cadre est associatif tout repose sur la force des structures organisationnelles et de leur capacité à mobiliser, si le groupe est inorganisé la mobilisation risque de prendre un caractère violent et éphémère tant que le groupe n'aura pas trouvé de relais organisationnel par le biais d'entrepreneurs de protestation.

Enfin **Tilly** construit une typologie des mouvements sociaux en partant, comme Oberschall de la structuration du groupe concerné. Il y a certes nécessité d'une organisation pour mobiliser les ressources mais il faut aussi prendre en compte le type de sociabilité. Il distingue la sociabilité contrainte (ou assignée) liée à une propriété objective (travailler ensemble, par exemple) et la sociabilité volontaire (donc choisie). Les deux se combinent plus ou moins et si la combinaison est forte, il y a alors une forte capacité de mobilisation (à la fois à travers des intérêts objectifs et une subjectivation des rapports sociaux). En outre, Tilly considère que la rationalité des acteurs peut être aussi bien en valeur qu'en finalité et que donc l'analyse de leur stratégie par Olson n'est que partielle. Les mouvements sociaux s'inscrivent dans une perspective historique il y a des « répertoires d'action collective » marqués par des modifications et des ruptures. De 1650 à 1850, Tilly parle de « modèle communal patronné » : il est centré sur des communautés et des corporations, il passe par des intercesseurs (souvent les nobles ruraux ou le bas clergé), il fonctionne en détournant les pratiques autorisées par la dérision (effigies, jeux de rôles), les revendications s'expriment sous des formes symboliques (retour de Louis XVI à Paris) et localisation sur les lieux de la revendication. Dans l'ère industrielle, de 1850 à 1980 se met en place le « modèle national autonome » : il est centré sur le cadre national pour correspondre aux autorités politiques, ce sont les acteurs eux-mêmes qui agissent directement à travers des organisations (syndicats), les formes d'action et de mobilisation prennent de nouvelles formes (grèves, assemblées générales...), les revendications s'expriment sous la forme d'un programme (elles sont donc rationalisées) enfin l'action se localise dans le lieu le plus médiatique (rue, plateaux de télévision...). Après 1980, apparaît selon Tilly un nouveau répertoire qui sera examiné avec la question des nouveaux mouvements sociaux. Enfin, l'enjeu essentiel du mouvement social est l'entrée dans le système politique, c'est-à-dire son institutionnalisation : le jeu se déroule donc avec trois catégories d'acteurs : le gouvernement, les acteurs déjà institutionnalisés et les contestataires, se développent alors des jeux d'alliance (cf. modèle de Simmel) et l'opposition fondamentale se trouve entre ceux qui veulent ouvrir le jeu (d'abord les contestataires) et ceux qui veulent le maintenir fermé (selon les cas les acteurs en place ou le gouvernement ou les deux).

Pour terminer, il faut accorder une place à l'approche ambitieuse de Touraine qui propose un programme fort en matière de mouvement social. Pour lui, il doit combiner un principe d'**identité** : au nom de qui se mobilise-t-on ? Un principe d'**opposition** : contre qui se mobilise-t-on ? Un principe de **totalité** qui mesure l'enjeu sociétal du mouvement, le mouvement central est celui qui pose le problème de l'orientation générale de la société,

l'enjeu fondamental est l'**historicité** c'est-à-dire l'appropriation de la production du sens donné à la gestion de la société par ses membres. Cette production de sens par rapport à l'histoire renvoie évidemment à la dimension culturelle qui a une dimension fondamentale mais celle-ci s'articule aux données économiques (comme les processus d'automatisation de la production). Touraine recherche parmi les mobilisations collectives celle qui peut avoir vocation à constituer aujourd'hui le mouvement social central comme ce fût le cas avec le mouvement ouvrier dans la société industrielle.

On voit donc que la sociologie des mouvements sociaux repose sur l'analyse des groupes qui sont en cause, leur degré d'intégration et d'institutionnalisation ainsi que leurs relations avec la société globale, sur les références culturelles et idéologiques qui facilitent la mobilisation, sur la présence d'acteurs spécifiques (sympathisants, entrepreneurs de protestation) et sur le sens produit par les actions dans la perspective éminemment politique de gestion de la société. La meilleure illustration à donner de cette approche par les mouvements sociaux est historiquement l'examen des conflits du travail.

B - CONFLITS DU TRAVAIL ET LUTTE DES CLASSES

Les conflits du travail constituent la forme majeure (mais non unique) des conflits sociaux dans la société industrielle parce qu'ils cristallisent les antagonismes de classes dans la perspective de Marx et donnent naissance au mouvement ouvrier comme mouvement social central de la société tout en connaissant une institutionnalisation progressive qui en fait évoluer la nature et la place.

1) **Les conflits du travail, traduction de la lutte des classes**

L'existence de tensions autour du travail est une réalité historique très ancienne (révoltes d'esclaves, de serfs) mais il prennent un caractère beaucoup plus systématique dès les prémises de la révolution industrielle, notamment en Angleterre (contre le mouvement des enclosures, contre le machinisme : luddisme), on peut remarquer que ces premiers conflits sont des conflits défensifs. Au XIXe siècle, ils changent de nature et deviennent des conflits offensifs en portant sur les salaires, la durée et les conditions de travail, ils deviennent plus organisés (rôle des bourses du travail), les modalités en sont progressivement moins violentes (grèves, manifestations...) parce que plus structurées mais le plus important de tout est la construction de cadres idéologiques de représentation de ces conflits. Les deux plus importants sont en relation avec la division de la société en classes : pour un premier courant sont en cause la misère et l'inégalité de dignité, c'est la vision du christianisme ou du libéralisme social ; pour un second courant, sont en cause les modalités de fonctionnement objectif de la société capitaliste, c'est la vision socialiste. Les conflits du travail sont ainsi liés au classes sociales avec comme perspective un compromis améliorant le sort des travailleurs (réformisme) ou une remise en cause radicale de l'ordre social, c'est l'approche marxiste.

Pour **Marx**, le conflit du travail est au cœur de la lutte des classes car l'entreprise est le lieu de l'exploitation et de la communauté objective de situation pour les prolétaires. Mais la conflictualité s'associe une prise de conscience : le conflit du travail permet de développer la conscience de classe et la conscience de classe permet de développer la conflictualité. Le conflit du travail a donc une puissance intégratrice au niveau de la classe ouvrière et une puissance déstabilisatrice au niveau de la société globale. Le passage par la conscience de classe et le travail de dévoilement de l'avant-garde politique transforme l'enjeu et la nature du conflit. L'enjeu n'est plus un gain immédiat mais la rupture avec le mode de production dominant. La nature du conflit n'est plus l'action au sein de telle ou telle entreprise mais la grève générale qui, seule, permettra d'abattre le capitalisme. On saisit ainsi

l'importance primordiale des dimensions culturelles et idéologiques, de l'organisation collective et du rôle des entrepreneurs de protestation. Avec Marx, les conflits du travail deviennent un mouvement social qui met en jeu des classes antagoniques.

2) Le mouvement ouvrier comme mouvement social central

Pour **Marx**, l'histoire des sociétés est l'histoire de la lutte des classes, il y a une dialectique des conflits de classes qui transforment la société. Dans le capitalisme, il y a une opposition fondamentale entre bourgeoisie capitaliste et prolétariat qui est susceptible de se décliner de façon complexe dans une formation sociale donnée (exemple de la France de 1848) mais l'antagonisme central doit aboutir à une fin historiquement déterminée : le sens du changement est inéluctable en raison du poids des déterminismes sociétaux (conditions techniques de production). Enfin il est clair que l'appartenance de classe est la forme essentielle, sinon unique, de la structuration de la société, les conflits autres que les conflits du travail se rattachent à la lutte des classes. C'est donc bien elle qui est au cœur du changement social.

Dahrendorf développe une critique sociologique de Marx. Pour lui les conflits sociaux ne se réduisent pas à des conflits de classes parce qu'ils ne sont pas liés uniquement à des données socio-économiques. Le conflit se déroule entre détenteurs ou contrôleurs d'une autorité (c'est-à-dire une aptitude institutionnelle à faire faire) et ceux qui la subissent ; il naît de la promotion du pouvoir ou de l'autorité liée à un intérêt de groupe et de la défense d'un intérêt de groupe opposé contre ce pouvoir ou cette autorité. Les conflits sont toujours des conflits d'intérêt et les acteurs sont des groupes d'abord latents qui se structurent à travers les conflits. Enfin la diversité des conflits ne débouche pas forcément sur un mouvement social. Ils produisent du changement social mais il n'a pas l'allure d'un mouvement historique même si Dahrendorf reconnaît que la dimension idéologique pèse sur le passage du latent au manifeste. La vision marxiste exprime une possibilité parmi d'autres, elle est donc très restrictive.

Touraine se fait continuateur et critique de Dahrendorf. Pour lui, Dahrendorf confond les conflits organisationnels et les conflits de classes (ou qui se réfèrent à la structure de la société) : un conflit d'autorité n'est pas un conflit de pouvoir parce que le premier est borné par des règles internes à une organisation et que le second porte sur l'ensemble des rapports au sein de la société. Pour Touraine, le principal animateur du conflit de pouvoir dans la société industrielle était bien le mouvement ouvrier au sens où il cristallisait une identité forte, une opposition claire et une vision de l'avenir, Marx avait donc raison. Mais les transformations sociales au XXe siècle ont engendré une diversification des conflits dans une société qu'il qualifie de « programmée » dans la mesure où le pouvoir s'appuie sur la compétence technique et sa capacité de prévision pour s'imposer. Il y a selon Touraine, une phase de gestation depuis les années 60 d'un nouveau mouvement social central (ou sociétal pour le distinguer des autres mouvements secondaire) caractérisé par sa dimension culturelle de revendication d'autonomie. Cette perte de centralité s'explique aussi par la capacité qu'a eu la société capitaliste de « digérer » les revendications en institutionnalisant le mouvement ouvrier.



3) L'institutionnalisation des conflits du travail et du mouvement ouvrier

L'institutionnalisation des conflits du travail s'est réalisée à travers l'activité législative : droit de grève, reconnaissance des syndicats, structures de négociation et de représentation dans l'entreprise et à l'échelle nationale. Contre le prophétisme de Marx c'est, selon Dahrendorf, la mise en place de compromis qui réduisent la lutte des classes à des

conflits d'intérêt où il n'y a ni vainqueurs ni vaincus définitifs. L'institutionnalisation est finalement le sort, voire l'aspiration, de tout mouvement social dans une société complexe.

Pour le sociologue suisse **Kriesi** (1993) les organisations liées à un mouvement social se situent dans une double logique : d'une part le degré d'orientation des individus concernés par l'action collective vers les pouvoirs publics, d'autre part le degré de participation effective des individus à l'action. Le mouvement social au sens strict associe l'orientation vers les autorités et la participation directe des adhérents, c'est la logique du mouvement ouvrier. Mais l'évolution s'est faite vers la fourniture de prestations sans participation effective (par exemple, les structures mutualistes héritées du mouvement ouvrier) et l'institutionnalisation de l'action sur les autorités avec une faible participation des individus concernés à travers la représentation politique (partis d gauche) et des groupes d'intérêt (syndicats). Ce schéma se retrouvera au niveau des nouveaux mouvements sociaux.

Pour Jean-Daniel **Reynaud**, il y a eu un processus de légitimation des conflits du travail (qui a permis leur institutionnalisation) qui fonctionne à travers un phénomène de ritualisation (rencontres entre partenaires sociaux) qui montre la nécessité organisationnelle de chaque partenaire/adversaire l'un pour l'autre, la présence continue, parce que structurelle, d'un conflit d'intérêt latent qui va devenir ouvert en fonction des circonstances (loi, situation économique...) où s'affronteront deux rationalités qui cristalliseront les antagonismes et, par un jeu d'alliance et de promotion des enjeux, les acteurs au conflit vont tendre à se redéfinir pour arriver à un nouveau compromis temporaire, un cote souvent mal taillée qui se traduira par un gain ou une perte commune ou pour l'un des protagonistes. Ce processus alimente le changement social puisque les partenaires ont été transformés ainsi que leurs relations mais ce changement ne correspond ni à une logique historique ni même à un résultat maîtrisé par les acteurs : la société s'autoconstruit au delà des acteurs. L'institutionnalisation des conflits du travail n'entraîne donc ni abandon de la mobilisation sociale ni maintien de la puissance contestatrice du mouvement ouvrier à l'époque de la société industrielle.

Pour **Rosanvallon**, on a assisté au passage d'un syndicalisme de lutte à un syndicalisme de services. L'institutionnalisation est inévitable puisque le substrat idéologique et la structure sociale ne correspondent plus à des capacités de mobilisation et d'identification fortes et qu'en même temps la perception d'intérêts propres et divergents nécessite dans l'esprit de la population un cadre de défense de ces intérêts (c'est pour cela que les syndicats sont jugés indispensables même s'ils ont peu d'adhérents).

Le processus d'institutionnalisation des conflits du travail marque ainsi à la fois leur importance historique et la redéfinition de leurs modalités jusqu'à considérer qu'ils ne sont plus au centre de la conflictualité dans la société contemporaine.

C- LA DIVERSIFICATION DES CONFLITS DANS LA SOCIETE CONTEMPORAINE

On s'interrogera sur le passage d'une très hypothétique unité de la conflictualité autour du monde ouvrier dans la société industrielle à une conflictualité beaucoup plus variée dans ses manifestations (dans le prolongement des analyses de Dahrendorf) mais avec, aussi des enjeux éventuellement forts en matière de changement social plus dans les perspectives de Touraine et de Marx. Une telle évolution peut être la manifestation d'un changement en profondeur de la société ou, plus simplement, celle de l'incertitude accrue des objets de la conflictualité et de la mobilisation collective.

On examinera successivement ce qu'on a appelé « nouveaux mouvements sociaux » avant d'en examiner l'origine possible dans le dépassement de la modernité pour s'interroger pour finir sur l'incertitude de la conflictualité dans la société contemporaine.

1) Les nouveaux mouvements sociaux

Le thème des nouveaux mouvements sociaux (N.M.S.) est apparu, d'abord aux Etats-Unis, avec l'émergence de protestations massives contre la situation des Noirs en matière de droits civiques, la place des femmes dans la société, les atteintes à l'environnement... Les sociétés occidentales étaient peu habituées à des mobilisations pour de telles enjeux (même s'il y avait eu précédemment : les suffragettes, par exemple).

Pour **Melluci**, ces N.M.S. sont en rupture avec la tradition du mouvement ouvrier car 1) ils sont décentralisés et largement unidimensionnels (il n'y a qu'un revendication) ; 2) les revendications qu'ils portent sont qualitatives (droits, culture, défense d'un mode de vie...); le rapport au politique est fondé sur la construction d'espaces d'autonomie vis-à-vis de l'Etat plutôt que sur sa prise de contrôle ; leur identité collective est interclassique. Ces quatre propositions et leur pertinence sont à la base des débats autour des N.M.S.

Pour **Dubet**, le caractère unidimensionnel des NMS exprime l'influence d'une vision américaine fondée sur la mobilisation des ressources (à finalité pratique, sans grande dimension idéologique) mais ils ne s'y réduisent pas et rencontrent la tradition européenne de l'aspiration à une modification forte de l'ordre social associé à une certaine puissance idéologique. En ce sens lorsque Touraine invite à analyser les N.M.S. en liaison avec l'historicité et le rapport au pouvoir, il met l'accent sur cet aspect. Dubet est cependant plus prudent, il ne croit pas à l'unification des N.M.S. ni même à la prétention de qualifier l'ensemble des conflits de mouvements sociaux. Il distingue entre conflits défensifs (liés aux risques portés par le changement), conflits identitaires (liés à la défense ou la reconnaissance d'une identité) et les conflits moraux ou liés aux valeurs (défense ou promotion d'un droit). Cette diversité exclut toute unité mais la conflictualité actuelle pose une série de problèmes. En effet, la revendication d'autonomie vis-à-vis de l'Etat qu'on retrouve effectivement dans les NMS débouche sur une alternative entre repli communautaire et participation sociale ; dans le prolongement de cet aspect se pose le choix entre le cantonnement à une critique culturelle (affirmation de valeurs alternatives) et l'action politique, c'est-à-dire la construction d'un projet global pour la société (qu'on trouve dans la diversité des mouvements écologiques pris entre l'approche unidimensionnelle, l'attitude de repli et l'implication politique). Dubet dégage un autre prolongement possible c'est le choix entre la centration sur le sujet (affirmation de la particularité du sujet à travers une action collective) et la centration sur la logique instrumentale et rationnelle (institutionnalisation et compromis) qu'on retrouve dans le mouvement féministe.

Didier **Lapeyronnie**, globalement proche de Dubet, considère pourtant que les NMS s'unifient autour de la question de l'intégration et sont en fait centrés sur les classes moyennes parce que celles-ci sont porteuses de l'idée d'intégration égalitaire (ce sont donc les valeurs qui priment). Une telle intégration renvoie à la solidarité par différence qui explique le caractère particulariste, voire corporatiste, des conflits mais ceux-ci sont placés dans une logique d'articulation interne au sein de la société. Lapeyronnie voit donc une cohérence entre l'approche particulariste et une implication dans la société globale là où Dubet voit une source de tensions. On peut remarquer que cette approche peut avoir une certaine pertinence pour des mouvements identitaires mais paraît moins à même de rendre compte des mouvements écologiques par exemple.

Enfin, les différents auteurs insistent sur la signification des NMS comme traduction du rôle accru de la société civile face à l'Etat et au marché. Dans les faits, ils ont permis l'affirmation de segments jusque-là ignorés de la vie sociale : noirs, femmes puis exclus, jeunes des banlieues, la constitution ou l'affirmation de groupes et de communautés de luttes des gays au NIMBY (Not In My Back Yard, « Pas chez moi »). En outre, la démarche de ce type de mouvement rompt avec la logique traditionnelle du mouvement social. Jusque là les acteurs se mobilisaient sur la base d'un mécontentement, puis dégageaient une

représentation (organisation) et enfin avaient un impact sur le système politique. Désormais, le point de départ semble plutôt être l'existence d'entrepreneurs de mouvements sociaux (associations diverses) qui vont découvrir puis dénoncer une situation (création d'un site de déchets nucléaires, champs d'OGM...) à travers les médias et c'est l'impact médiatique qui va faire émerger les acteurs du mouvement social, en fait c'est l'action continue sur l'opinion publique qui va aboutir à un impact sur le système politique. On voit ainsi que l'acteur collectif comme l'intérêt au conflit apparaissent plus flous et que le travail d'objectivation (construction de l'idéologie du mouvement) et d'intériorisation (socialisation au mouvement) deviennent plus importants : le conflit et les acteurs se construisent culturellement.

La problématique des NMS porte donc sur le lien à l'idéologie (plus ou moins élaboré), sur le lien aux acteurs (plus ou moins marqués par des appartenances de groupe traditionnelles), sur le rapport à l'Etat (plus ou moins institutionnalisé, plus ou moins distant), sur les types de revendications (plus ou moins qualitatives et culturelles). Ces NMS se lient évidemment à une lecture des transformations de la société.

2) Les NMS et le dépassement de la modernité

Le dépassement de la modernité est un thème à la mode dans la sociologie contemporaine qui permet d'intégrer les interrogations sur les conflits, les structures sociales, le changement social dans une vision d'ensemble de la société et, d'une certaine façon de renouer avec les grandes interprétations sociologiques du XIXe siècle. On se situe dans une perspective d'une nouvelle étape prenant la suite d'un point de vue économique des transformations liées à la révolution industrielle, d'un point de vue culturel de la rationalisation et d'un point de vue politique de la démocratie.

Pour **Touraine**, la société post-industrielle est une société programmée (cf. plus haut) dans laquelle les membres de la société ont acquis une capacité de plus ou plus nette à la construire et à viser des buts à son orientation. C'est pour cela que ce dernier point est devenu l'enjeu central, c'est là que se pose le problème du pouvoir sociétal en opposant les experts qui cherchent à affirmer leur toute puissance au nom de la rationalité instrumentale au sujet démocratique qui cherche à affirmer son autonomie et sa capacité à participer à la construction de la société. Il s'agit donc de peser sur les choix faits pour le futur de la société sachant qu'ils ne sont pas déterminés par les données techniques et économiques. Les NMS expriment donc cette aspiration des acteurs à peser sur l'avenir dans des domaines qui s'avèrent être des domaines clés (environnement, droits de l'homme, identités...). Touraine croit à l'émergence d'un mouvement central qui cristalliserait les antagonismes, il le qualifie de mouvement sociétal à l'image du mouvement ouvrier ; son rôle serait analogue avec une différence majeure par rapport à Marx : pas de prophétisme. Pour Touraine l'avenir est ouvert et ce sont les acteurs qui le construisent, le travail du sociologue est d'aider à l'émergence du sens des mouvements sociaux pour les acteurs eux-mêmes par l'explicitation face aux adversaires, face au sociologue ; c'est ce qu'il appelle « l'intervention sociologique ».

Dubet qui insiste aussi sur l'intervention sociologique et sur l'autonomie du sujet va plus loin que Touraine dans la critique de la modernité puisque, pour lui, c'est l'idée même de société qui pose problème : il y a un décalage entre l'analyse qui pointe l'absence d'unité sociale, le caractère non fonctionnaliste des ajustements et la représentation qui évoque toujours la société. Pour lui, les conflits de classes ne peuvent pas être au centre d'une société où les classes se sont multipliées au lieu de se simplifier et, désormais, aucun mouvement ne peut prétendre à la centralité dans une société où il n'y a pas de centre. La société se construit, se déconstruit, se reconstruit localement et de façon continue à travers des formations sociales conflictuelles touchant des domaines variés et contradictoires

(sécurité alimentaire et agriculteurs ; chasse et écologistes) et impliquant une conception autonome du rapport à autrui.

Pour le sociologue américain, **Inglehart** il y a un glissement vers une société post-matérialiste rendue possible par l'enrichissement, l'individualisme et la démocratie. Cette nouvelle société se manifeste dans les attentes qu'on retrouve dans les NMS. Pour lui, les revendications centrées sur l'autonomie et l'affirmation identitaire traduisent des nouvelles valeurs qui s'accompagne d'un désir de participation politique pour garantir collectivement cette demande d'autonomie. Désormais ces revendications se substituent aux revendications matérielles qui dominaient depuis le XIXe siècle. Il y a une certaine parenté avec Touraine dans l'accent mis sur les données culturelles et le rapport au pouvoir sociétal.

Le sociologue allemand Ulrich **Beck** qualifie le contexte de la société actuelle de modernité réflexive car elle est totalement confrontée à elle-même, elle ne dispose plus de référence externe qu'il s'agisse de Dieu, de la Nature ou d'autres sociétés puisqu'elle a atteint les limites du monde. Cette société est une société du risque parce que c'est elle et elle seule qui produit, à côté des biens, des maux tant vis-à-vis de l'environnement que de la sécurité matérielle et sociale. Sa réflexivité l'oblige à se repenser constamment elle-même. On peut la caractériser par deux aspects fondamentaux : d'une part, ses institutions sont globalisées (entreprises, associations, organismes internationaux) et d'autre part, la tradition ne pèse plus sur les comportements sociaux ordinaires ce qui équivaut à la disparition des grands groupes qui imposaient l'intégration par la conformité (comme les classes sociales). Ces deux aspects sont unifiés par l'idée de risque car les données scientifiques, techniques et économiques sont marquées par le développement d'une solidarité dans l'incertitude et le danger et , parallèlement, au plan microsociologique, les données sont marquées par la faible détermination de la conformité (la constitution d'un couple est marquée par l'incertitude quant à son mode de fonctionnement, sa durée...) , le contact social est toujours incertain donc risqué. La modernité réflexive marque à la fois une continuité et une destruction de la société industrielle : l'enrichissement a créé les outils de prise de conscience du risque (par exemple, en matière alimentaire), la prise en charge collective des besoins par l'Etat-providence a créé une possibilité d'émancipation de l'individu qui rejette les cadres de la société industrielle qui l'ont permis (luttés ouvrières, classes). Face à cette évolution Beck envisage trois cas de figures au plan politique : un retour à une régulation spécialisée et centralisée (omnipotence du gouvernement) qui s'exprime dans le mythe de l'homme à poigne qui rassure par rapport aux risques et s'appuie sur la nostalgie du passé ; la démocratisation de l'évolution économique et sociale par la mobilisation et le développement de mouvements sociaux mais il juge que ceux-ci restent prisonniers d'une vision industrielle de l'existence d'un centre politique dans la société ; l'évolution qui correspond à ses aspirations est ce qu'il appelle la politique différentielle c'est-à-dire la politisation des cadres subpolitiques de la société du risque(c'est-à-dire les institutions qui font de la politique sans avoir une fonction spécifique de gestion de la société, elles vont des scientifiques aux entreprises en passant par les mouvements sociaux) parce qu'ils expriment la capacité de la société à réfléchir sur elle-même et à positiver l'incertitude. Leur action suppose la capacité de critiquer tous les intérêts et même le développement de l'autocritique interne aux institutions, elle doit s'accompagner de la reconnaissance de toutes les formes d'action collective et de conflits. Ceci suppose des garanties institutionnelles que seul le gouvernement peut apporter. Il s'agit donc de laisser se créer un nouveau rapport politique dans lequel le subpolitique représente l'innovation conflictuelle et le politique (gouvernement) la stabilisation du processus. Pour Beck, les mobilisations sociales ne s'orientent plus vers l'Etat de la même façon (il ne s'agit plus de le contraindre à décider mais de l'amener à faire en sorte que les tensions puissent s'exprimer) et les logiques qui s'affrontent transitent par l'expertise : la rationalité instrumentale n'est plus l'apanage de dominants.

Ces visions qui essaient d'articuler la conflictualité et la transformation sociale enrichissent l'analyse des mouvements sociaux mais il convient de ne pas se laisser trop facilement séduire par cet accent mis sur les ruptures : de marque de continuité des conflictualités antérieures restent bien présentes.



3) Conflictualité et incertitude dans la société actuelle

Les conflits traditionnels persistent dans la société actuelle, à commencer par les conflits du travail même si on peut davantage s'interroger sur les conflits de classes. Pour **Lapeyronnie** les conflits du travail évoluent vers un appel plus manifeste à l'Etat au détriment de la remise en cause du capitalisme, ils sont plus localisés et moins centrés sur les revenus : défense de l'emploi, dignité au travail. Leurs modalités ne se limitent plus à la grève ou à la manifestation, ils jouent sur l'utilisation des médias (jusqu'à l'appel au boycott des produits de l'entreprise), ils prennent des allures parfois radicales (menace de pollution volontaire) et sont souvent désinstitutionnalisés (coordinations à la place des syndicats). Il faut cependant faire remarquer que lorsque la conjoncture s'améliore, les revendications en termes de revenus réapparaissent et que les grandes mobilisations nationales en rapport avec des enjeux plus indirectement professionnels (retraites, services publics) sont loin d'avoir disparues (1995). Ce qui reste le plus évident est le déplacement du contenu idéologique de la critique du capitalisme à la défense de la société salariale. Pour **Chauvel**, la situation est ouverte : la moindre conflictualité a permis le creusement des inégalités qui est en lui-même la source d'un rebond éventuel de la conscience de classe et de la traduction des conflits dans cette perspective. Globalement les conflits du travail s'inscrivent dans la transformation de conflits sans être pour autant annihilés.

Pour Eric **Neveu**, on assiste à une nouvelle génération de mouvements sociaux qu'il appelle les nouveaux nouveaux mouvements sociaux. Ces NNMS seraient représentés par des groupes comme ATTAC, Act up, le mouvement des sans-papiers en associant des thématiques propres aux NMS : méfiance vis-à-vis de l'institutionnalisation et de la représentation, accent mis sur les médias mais avec de originalités : un lien étroit entre les intellectuels et les militants (une forme d'intellectualisation de l'action collective), un pragmatisme radical en s'appuyant à la fois sur des actions ciblées et conflictuelles et sur le lobbying auprès des structures de décision pour rechercher des solutions pratiques.

Boltanski de son côté insiste sur l'importance prise par la question des droits de l'homme mobilisés dans les causes les plus diverses (du chômage à la guerre en passant par le commerce inéquitable) et sur les modalités qui prennent la forme de réseaux en associant des associations déjà existantes et des individus venus des horizons les plus divers, chacun conservant son identité, les mouvements ont alors des contours flous et changeants qui leur assurent une grande flexibilité sans altérer leur capacité de mobilisation grâce aux moyens modernes de communication.

Enfin, **Neveu** propose à partir de Tilly l'existence d'un nouveau répertoire d'actions collectives : l'espace devient international ce qui favorise des entrepreneurs de protestation au delà du national (anglophone comme Bové), les modalités peuvent utiliser internet, l'expertise prend une place essentielle et les groupes se produisent dans l'action collective à travers une forte mobilisation de l'expressivité.

La transformation des conflits invite donc à une analyse prudente. Il serait sans doute hasardeux de juger inéluctable la régression des conflits liés à l'appartenance socio-économiques mais il n'en reste pas moins que des constantes se retrouvent au niveau des enjeux plus directement culturels mais aussi politiques (il s'agit de la production conflictuelle de la société et de son sens par elle-même au moins autant que l'acquisition d'une puissance d'influence sur l'appareil d'Etat), au niveau du cadre : de plus en plus souvent local ou international et moins souvent strictement national, des modalités : méfiance vis-à-vis de

l'institutionnalisation, rôle fondamental de la symbolique et de la médiatisation, implication moins univoque et importance du recours aux experts.

Le lien entre les découpages plus ou moins hiérarchisés de la société et les tensions qui la traversent semble évident mais il faut éviter de rentrer dans un schéma posant d'abord les groupes caractérisés par des données objectives qui se traduisent plus ou moins en une conscience puis le conflit qui découlerait de la divergence d'intérêt. La réalité est plus complexe : les conflits se construisent souvent en même temps que les groupes et c'est parfois du conflit que naît le groupe. Il n'est dès lors pas étonnant que dans une société où les attaches sociales se diversifient, les hiérarchies deviennent plus complexes les conflits soient eux-mêmes de nature variée mais il est tout à fait possible que des cristallisations temporaires puissent faire apparaître des clivages profonds au sein de la société, voire amènent à retrouver des antagonismes antérieurs.